



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité inter-départementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20240320-DEC-DACA0263  
DU 23 MAI 2024 PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION  
DE LA CARRIÈRE DE LA SOCIÉTÉ CEMEX GRANULATS RHÔNE MÉDITERRANÉE  
LIEU-DIT « LES GARENNES » SUR LA COMMUNE D'ALIXAN**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur**

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R. 181-45 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrête ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3003 du 25 mai 1982 autorisant la société « Les Carrières de Pourcieux » à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Les Garennes » sur la commune d'ALIXAN pour une superficie globale d'environ 40 000 m<sup>2</sup> et une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 5045 du 24 septembre 1990 autorisant la SA Rhône-Agrégats Gravidrôme à se substituer à la SA « Les Carrières de Pourcieux » pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3851 bis du 18 novembre 1992 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à se substituer à la SA Rhône-Agrégats Gravidrôme pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1039 du 31 mars 1994 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à étendre la carrière susvisée sur une superficie de 42 260 m<sup>2</sup> ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1631 du 19 mai 1994 accordant l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral n°1039 du 31 mars 1994 pour une durée de 15 ans à compter du 31 mars 1994 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2928 du 02 juin 1997 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à exploiter une carrière de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'ALIXAN, au lieu-dit « Les Garennes », sur une superficie de 41 328 m<sup>2</sup> et pour une durée de 13 ans (soit le renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral n° 3003 du 25 mai 1982) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3584 du 05 juillet 1999 relatif à la mise en place des garanties financières pour la carrière précitée et autorisant la société Morillon Corvol Rhône-Méditerranée à se substituer à la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 10-3206 du 2 août 2010 autorisant la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée à exploiter une carrière de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'ALIXAN au lieu-dit « Les Garennes », sur une superficie d'environ 8,7 ha et pour une durée de 15 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017258-0009 du 14 septembre 2017 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée à Alixan au lieu-dit « Les Garennes » ;

**VU** la demande de la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée de modifier les conditions d'exploitation de sa carrière lieu-dit « Les Garennes » sur la commune d'Alixan en date du 5 janvier 2023 et complétée les 23 mars 2023 et 18 mars 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mai 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 26 avril 2024 ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel le 7 mai 2024 et le 15 mai 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification des conditions de réceptions de déchets inertes pour la remise en état de la carrière est prévue dans l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que la société CEMEX a réalisé une étude visant à caractériser le comportement des déchets inertes au sein de sa carrière et leur impact potentiel sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi piézométrique du site a été complété par les paramètres objets de la demande de modification des conditions de réception des déchets par un suivi semestriel de : pH, conductivité, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénol, carbone organique, hydrocarbures totaux, antimoine, arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, sélénium et zinc ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'Annexe n° 8 de l'arrêté préfectoral n°2017258-0009 du 14 septembre 2017 est remplacée par :

#### **ANNEXE 8 à l'arrêté préfectoral n°2017258-0009 du 14 septembre 2017**

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2 de décembre 2002.

Le test de lixiviation, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures. L'éluât est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

Après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.

Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluât. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.

Paramètre	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de matière sèche	Valeur limite à respecter dans les conditions prévues par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 en mg/kg de matière sèche
As	0,5	1,5
Ba	20	60
Cd	0,04	0,12
Cr total	0,5	1,5
Cu	2	6
Hg	0,01	0,03
Mo	0,5	1,5
Ni	0,4	1,2
Pb	0,5	1,5
Sb	0,06	0,18
Se	0,1	0,3
Zn	4	12
Chlorure (1)	800	2400
Fluorure	10	30
Sulfates (1)	1 000 (2)	3000
Indice phénols	1	3
COT (carbone organique total) sur éluât (3)	500	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000	12000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de déchet sec	Valeur limite à respecter dans les conditions prévues par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 en mg/kg de matière sèche
COT (carbone organique total)	30 000 (1)	60000
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

## **Article 2 :**

Le paragraphe « Qualité des eaux souterraines » de l'article 10.4 Contrôles de l'arrêté n°10-3206 du 2 août 2010 est remplacé par le paragraphe suivant :

### **– Qualité des eaux souterraines :**

Les analyses sont réalisées tous les semestres au niveau des piézomètres Pz1 et Pz2.

– les paramètres suivants seront analysés au niveau des deux piézomètres : pH, conductivité, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénol, carbone organique, hydrocarbures totaux, antimoine, arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, sélénium et zinc.

## **Article 3 :**

L'article 8.2 Remblayage de l'arrêté n°10-3206 du 2 août 2010 est complété par le paragraphe suivant :

Les déchets inertes bénéficiant de la dérogation prévue à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 ne seront pas enfouis dans le secteur inondable au sud de la carrière à proximité du cours d'eau « La Barberolle ».

## **Article 4 : Délais et recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de

l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **Article 5 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Alixan pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'Alixan fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Alixan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **23 MAI 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

